



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le **03 avril 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RR IWS MINERALS FR - site de SEDA

RTE DE SCEAUX - CD 191
Champteussé sur Baconne
49220 Chenillé-Champteussé

Références : EC-2025-72-INSP-SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE-site_SEDA-Chenillé
Champteussé-RAP
Code AIOT : 0100001093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement SUEZ RR IWS MINERALS FR - site de SEDA implanté RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 Chenillé-Champteussé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle annuel de visites.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS MINERALS FR - site de SEDA
- RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 Chenillé-Champteussé
- Code AIOT : 0100001093
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEDA (Société d'Exploitation de la Décharge Angevine) est autorisée à exploiter à Chenillé-Champteussé les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de capacité 100 000 t/an dont la fin d'exploitation est envisagée en juin 2025 ;
- une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) de capacité 55 000 t/an dont la fin d'exploitation est prévue en 2029 ;

- une unité de solidification-stabilisation de déchets dangereux de capacité 30 000 t/an ;
- un ancien centre de stockage de déchets non dangereux et dangereux réaménagé en post-exploitation.

Un dossier de demande d'autorisation, portant en particulier sur une extension des installations de stockage de déchets dangereux (augmentation progressive de la capacité de l'ISDD actuelle jusqu'à 110 000 t/an à partir de 2026 et nouvelle ISDD de 110 000 t/an à partir de 2031) et de déchets non dangereux (diminution progressive de la capacité autorisée de 100 000 t/an jusqu'à fin 2025 à 50 000 t/an à partir de 2031), est en fin d'instruction. Le projet d'arrêté préfectoral consolidé a été présenté au CODERST du 19 octobre 2023. La mise en compatibilité du PLU est en cours. Le nouvel arrêté préfectoral pourra être signé à l'issue de la procédure de mise en compatibilité.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'AM du 15/02/2016 modifié sur la partie plan de défense incendie (articles 16 et 33)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I	Demande d'action corrective	3 mois
3	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande de justificatif	3 mois
4	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II et III	Sans objet
5	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
6	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
7	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées ne s'oppose pas à ce que le POI porte également les obligations de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié concernant le plan de défense incendie. Pour cela, l'inspection demande à l'exploitant de compléter son POI avec les nouvelles obligations de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 (articles 16 et 33) suivantes :

- organisation de la première intervention et de l'évacuation ;
- les modalités d'accueil des services incendie et de secours en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

L'inspection demande à l'exploitant de :

- justifier du fonctionnement permanent des caissons UFO compte tenu de leur alimentation à l'énergie solaire ;
- mettre en place les rondes au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le POI daté du 16/12/2024. L'exploitant considère que le POI fait office de plan de défense incendie.</p>

<p>L'inspection constate que le POI comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ un schéma d'alerte ; ➤ un plan des réseaux électriques et biogaz ; ➤ un plan de masse du site (bassin), ➤ la liste des personnels formés. <p>L'exploitant réalise des formations via l'organisme IFOPSE. La formation se compose en deux parties : une partie théorique et une partie concernant la mise en œuvre du POI sur la base d'un scénario défini. L'organisme délivre une attestation de formation. Un exercice incendie a eu lieu en 2023, et un autre est programmé en 2025.</p> <p>L'exploitant prévoit également de sensibiliser le personnel aux fiches réflexes du POI au cours de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour répondre à l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié concernant le plan de défense incendie, l'inspection demande à l'exploitant de compléter son POI avec les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'organisation de la première intervention et de l'évacuation ; ➤ les modalités d'accueil des services incendie et de secours en périodes ouvrées ; ➤ les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées ; ➤ le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; ➤ le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; ➤ les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; ➤ les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Lutte contre les incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II et III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le courrier de transmission du POI au SDIS en date du 6 février 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection des départs d'incendie
Prescription contrôlée : VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.
Constats : Les zones en cours d'exploitation au niveau de l'ISND et de l'ISDD sont équipées de caméras infra-rouge (appelées caisson UFO). Des caméras positionnées dans un conteneur maritime avec une ouverture de champ à 360° détecte les points chauds (à partir de 50°C). Des tests de plaques chauffées sont réalisés pour s'assurer de la fiabilité de la détection de point chaud (test réalisé le 30/10/2024). Le déclenchement de la caméra alerte un centre de surveillance qui contacte l'exploitant par une boucle d'appel. Les caissons UFO sont alimentés par l'énergie solaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier du fonctionnement permanent des caissons UFO compte tenu de leur alimentation à l'énergie solaire. En outre l'arrêté ministériel demande à ce que le dispositif de détection soit <u>opérationnel en permanence, et correctement installé</u> . Aussi, l'exploitant doit répondre aux interrogations suivantes : <ul style="list-style-type: none">➤ quelle est la périodicité des tests effectués (tests par plaques chauffées)? La périodicité est-elle en lien avec la fiche technique du détecteur ?➤ pour l'alimentation par énergie solaire, quels entretiens/contrôles sont réalisés pour s'assurer que les détecteurs soient bien alimentés en permanence?➤ un défaut d'alimentation envoie-t-il un report d'alarme ? Sinon comment les défauts d'alimentation sont-ils détectés ?➤ Quelles sont les garanties de tenue des batteries pour alimenter les détecteurs toute la nuit ? Quels tests sur les batteries et critères de maintien dans le temps ? L'exploitant peut utilement compléter les POI avec un plan d'implantation des caméras afin de s'assurer que toutes les zones du casier en exploitation ainsi que les zones désignées dans le plan de défense contre les incendies sont bien couvertes par les détecteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et rondes régulières
Prescription contrôlée : Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
Constats : Le dispositif de détection des départs d'incendies est relié à un centre de surveillance 24h/24 ; une boucle d'appel s'enclenche. L'exploitant n'a pas mis en place de ronde au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site compte tenu de la présence des caméras infra-rouge qui assurent une surveillance 24h/24.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place les rondes au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen d'alerte des secours
Prescription contrôlée : VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant déclare que le SDIS est informé par téléphone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel / matériaux de recouvrement
Prescription contrôlée : VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : L'exploitant présente la liste du personnel formé sur la chargeuse, la pelle, le tracteur, le chariot élévateur. Le personnel extérieur est informé sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre dès leur accueil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée : IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats : L'exploitant présente le compte-rendu du dernier exercice incendie en date du 13 juin 2024 sur l'ISDD. L'exploitant réalise un exercice incendie annuel ; celui de 2025 sera réalisé sur le périmètre ISDND.
Type de suites proposées : Sans suite